

Le Socialisme

Directeur : JULES GUESDE

PARAIT LE SAMEDI

HUIT PAGES

LE NUMÉRO : 10 centimes

BUREAUX : 15, rue Visconti, Paris VI^e, de 5 h. à 7 h.

ABONNEMENTS

Trois mois 1.25 — Six mois 2.50 — Un an, 5 fr.
ÉTRANGER : Six mois, 3.50 — Un an, 7 fr.

SOMMAIRE

Ponts coupés. — BRACKE.

Nouveau Massacre de grévistes. — LA RÉDACTION.

L'Action directe gouvernementale. — CH. RAPPO-
PORT.

Unité ouvrière. — CH. BONNIER.

La Question des Mineurs. — P. M. A.

A qui la faute ?

Au jour le jour. — PAUL GRADOS.

Des Rapports. — P.-M. ANDRÉ.

L'Organisation de la Société de demain. —
CH. RAPPOPORT.

Réponse du citoyen Deslinières.

Biétry et le propriétéisme. — V. MAGE.

La Taxe du pain et les cultivateurs.

Action Sociale à l'intérieur et à l'extérieur.

La Presse socialiste.

libérale, démocratique, radicale, et cætera pantouffles, c'est la réaction que le Parti socialiste a trouvé devant lui.

C'est la réaction qu'il a vaincu, là où il a emporté la place. C'est la réaction qu'il a menacée, là où il s'est trouvé arrêté au seuil de la victoire. C'est à la réaction qu'en des centaines et des centaines de communes il a arraché, ici un siège, ici deux ou plusieurs.

La réaction dans son sens vrai : la contre-action opposée à l'action grandissante du prolétariat conscient ; la concentration défensive autour de la propriété capitaliste ébranlée.

Seulement, beaucoup de nos camarades nous permettront de le dire : ils ont trop l'air de rencontrer là un fait nouveau.

La leçon ressortant des élections de 1908, mais elle est la même qui ressortait déjà des élections de 1906, de 1904, de 1902.

Le mouvement d'appuyez à droite ! exécuté par la clientèle radicale, n'est pas une manœuvre inopinée et inattendue. Il ne fait qu'accentuer la marche déjà indiquée auparavant, sous la pression de « la force des choses ».

Il s'est produit seulement d'une façon plus nette et plus instructive que jamais.

Plus nette, parce que le ministère Clemenceau a montré que tout gouvernement, radical ou non, ne peut être que réactionnaire.

Plus instructive, parce qu'il s'est produit au lendemain du refus des libertés syndicales aux fonctionnaires, des persécutions contre la Confédération générale du travail et contre les socialistes, des fusillades de grévistes.

Allons-nous, comme le demandait fort bien Sembat au Salon des Familles, prendre des mines étonnées, scandalisées ou navrées, parce que le moment est plus proche que jamais où nos prédictions de toujours seront réalisées pleinement ?

Ce n'est pas d'une bourgeoisie émietlée et disséminée que le prolétariat doit être vainqueur pour s'emparer du pouvoir et reprendre collectivement les moyens de production et d'échange. C'est d'une bourgeoisie coalisée et concentrée.

Les ponts sont rompus. Les chances de confusion sont évanouies. Chacun regagne le camp où il est chez lui.

Rien de plus naturel et l'on peut dire que l'élément principal de cette précipitation d'un mouvement nécessaire a été la formation de l'Unité socialiste.

Car, concentrer, c'est séparer, réunir, c'est couper. Unir ce qui doit être uni, diviser ce qui doit être divisé, là est la tâche de notre propagande.

Elle arrachera aux cadres bourgeois les prolétaires, les travailleurs, qui, se trompant sur leurs intérêts véritables, vont y chercher une émancipation qui n'est que chez nous, avec leurs frères de travail et de misère.

BRACKE.

A NOS CORRESPONDANTS

Les camarades qui adressent leur copie directement à l'Imprimerie — ce qu'ils doivent d'ailleurs éviter de faire — sont priés de prendre note qu'à dater de ce numéro "Le Socialisme" est imprimé à la Coopération du Livre (Association ouvrière), 3, impasse Crozatier, Paris XII^e.

D'une manière générale la copie doit être adressée au bureau du journal, 15, rue Visconti, pour le lundi, jour de réunion du Comité de Rédaction.

NOUVEAU MASSACRE de Grévistes

Le ministère Briand-Viviani-Clémenceau vient de remporter une nouvelle victoire sur la classe ouvrière. Après Nantes, après Narbonne, après Raon-l'Étape, voici Draveil-Vigneux. La gloire du Constans de Fourmies et du Millerand de Chalon s'estompe : les anciens grèves-généralistes et libertaires aujourd'hui nantis du pouvoir font mieux... et plus souvent.

Jamais peut-être le massacre des grévistes par les policiers ne fut consommé dans des circonstances aussi abominables que celles dont Draveil-Vigneux vient d'être le théâtre. Il ne s'agissait plus de manifestations plus ou moins violentes au cours desquelles les fusils parlent tout seuls, suivant la formule célèbre ; il ne s'agit même pas des bagarres entre grévistes et non grévistes, qui permettent à la force armée d'intervenir, au nom de la fameuse liberté du travail, et de se livrer à de petites saignées qu'on excuse ensuite par l'ivresse des combats, — à Draveil, c'est une attaque à main armée dont les gendarmes sont les bandits.

Les grévistes étaient à leur permanence, dans leur salle de réunion, paisibles comme à l'ordinaire, pauvres gueux brisés par le hard-labour des jets de pelle qui alimentent en sable les bennes de la drague avide. Ils attendaient le retour des délégations en pourparlers avec les patrons. Parmi eux se trouvait, paraît-il, un gréviste qui avait, la veille, manqué de respect à un gendarme et qui fut reconnu. L'intelligent Pandore commandant la force armée, résolut de s'emparer du criminel. On dit que la troupe chargée de cette opération — arrêter un homme sans défense — prit la précaution de garnir ses revolvers à quelques centaines de mètres du lieu de réunion des grévistes. Les grévistes n'ayant pas voulu livrer leur camarade, la salle de réunion fut assaillie par les gendarmes.

L'entrée leur en fut vigoureusement refusée. Alors, deux d'entre eux, passant par derrière la maison, tirèrent de l'extérieur à l'intérieur de la salle. Le camarade

PONTS COUPÉS

Nous en avons un peu fini avec les commentaires sur les élections municipales, toujours plus ou moins disparates et nuancés différemment selon la couleur des situations et des luttes locales.

Il reste à considérer, non plus les faits passagers de telle ou telle partie du champ de bataille, mais la constatation durable d'un état de choses permanent, résultat de toutes les actions précédentes.

Or, la constatation qui s'impose est celle-ci.

Ce que les socialistes avaient prévu et prédit s'est accompli. Aux élections comme au Parlement, dans le pays comme au Palais-Bourbon, un même mot d'ordre a réuni et réunira au besoin tous les frères ennemis, communiant dans le même désir de conservation sociale : Sus au Collectivisme !

Les Socialistes sont unanimes à tirer la leçon des élections dernières, à savoir que : de plus en plus, la guerre est entre deux partis : le parti socialiste, le parti qui organise les éléments de la Révolution sociale, d'une part, et, d'autre part, tout ce qui n'est pas lui, tout ce qui, à travers des différends et des conflits secondaires, est uni pour la défense du privilège capitaliste.

La déduction est fort correcte. Qu'il y ait eu trahison caractérisée, rupture formelle d'engagements pris, comme à Bourges et à Montpellier, ou que l'attitude des radicaux ait revêtu, comme en maint autre endroit, une forme plus simple et moins odieuse, la conclusion est unique. Sous n'importe quelle étiquette : républicaine,

Pierre Lefol, fut tué net. Le camarade Louis Géobelina, fut frappé à mort. Une dizaine d'autres grévistes tombèrent horriblement blessés. Le carnage était complet. La troupe des gendarmes, après épuisement de ses munitions, prit la fuite. Il ne restait plus au gouvernement qu'à couvrir leur retraite et leur forfait. Maujan-Clémenceau n'y ont pas manqué. Des dépêches frauduleuses ont annoncé à la France ouvrière frappée de stupeur que les braves gendarmes avaient été assaillis et s'étaient défendus comme ils l'avaient pu.

Assassinat et mensonge, ainsi se résume la dernière « glorieuse » du ministère de réaction sociale.

La rédaction du « Socialisme » s'associe aux protestations indignées soulevées dans le monde du travail par le massacre de Draveil-Vigneux; envoie son salut fraternel et compatissant aux victimes que vient de faire la police capitaliste et flétrit le gouvernement d'imposteurs qui assume la responsabilité de ce nouvel assassinat de classe.

LA RÉDACTION.

Protestation de la Commission administrative du Parti

« La Commission administrative permanente du Parti Socialiste, douloureusement émue à la nouvelle des assassinats commis par les forces policières sur les grévistes de Draveil-Vigneux,

Envoyé aux familles de l'ouvrier Lefol tué, de l'ouvrier Emile grièvement blessé, son témoignage de profonde sympathie, ainsi qu'aux autres blessés,

Proteste avec indignation contre le régime capitaliste qui engendre la guerre entre les individus, et flétrit le gouvernement dont la politique anti-ouvrière ne peut avoir d'autres aboutissants que Narbonne, Nantes, Raon-l'Étape et Draveil,

Rappelle aux travailleurs qu'ils ne verront disparaître de tels crimes que lorsque, par leur organisation sur le terrain économique et politique, ils seront devenus les maîtres de leurs instruments de production.

L'Action directe gouvernementale

La grève est une arme ultra-pacifique, à la condition toutefois que les anarchistes d'en haut — ceux qui gouvernent l'anarchie capitaliste — et les anarchistes d'en-bas, ses victimes souvent inconscientes, ne s'y mêlent pas pour y apporter ce que l'on a appelé l'« action directe ». A Draveil, ce sont, sans aucun doute possible, les anarchistes au pouvoir ou leurs instruments qui ont opéré. Draveil n'est pas un centre industriel. Nous y sommes en pleine campagne. La population est plutôt d'une humeur champêtre et nous avouons qu'une grève à Draveil était pour nous une petite surprise. Il a fallu que l'exploitation soit vraiment au comble pour que les ouvriers de Draveil perdent patience.

Les détails de la boucherie ne font que mieux ressortir tout l'odieux du guêt-apens. C'est dans un local pour bal, sur une foule pacifiquement et régulièrement réunie, que les gendarmes ont tiré du dehors. Ce n'est donc pas à la suite d'une bagarre où « les fusils partent tous seuls » que s'est accomplie la tuerie ouvrière. C'est une attaque en règle contre les ouvriers réunis, sous la protection de la loi républicaine.

Naturellement, les hommes du gouvernement diront que les ministres occupés ailleurs

n'y sont pour rien. Notre conception générale, en effet, nous interdit de leur en imputer, à eux seuls, toute la responsabilité. Le régime capitaliste, régime d'exploitation et de lutte à outrance, y est certainement pour quelque chose. Mais tout gouvernement crée une atmosphère spéciale, se met d'une façon spéciale au service du patronat. La manière de Clemenceau est la manière forte, brutale. Il s'ensuit un état d'esprit particulier chez ses agents qui lui prêtent main forte.

Le gouvernement de Clemenceau a laissé impunément insulter, frapper ses agents et ses soldats par les « bandes noires » françaises qui ne voulaient pas accepter une loi de séparation votée par les deux Chambres et approuvée par l'immense majorité de la population. Ses ordres étaient formels : pas de sang ! Lorsqu'il s'agit de la classe ouvrière qui a fait la République — on sait au prix de quels sacrifices ! — le gouvernement du Capital n'a pas la même longanimité. Il cesse d'être stoïque pour devenir féroce.

Clemenceau a débuté, comme ministre, par aller aux réunions ouvrières organisées par les anarchistes, ses anciens amis. Il a cru naïvement qu'un coup de chapeau ministériel suffit pour mettre un terme aux luttes entre ouvriers et patrons. Les ouvriers, toujours ingrats, n'ont pas compris le geste sublime du Premier. Depuis, Clemenceau ne décolère plus. C'est la faute aux socialistes. Et il leur déclare la guerre. Il s'est allié avec les pires suppôts de la conservation capitaliste. Il a fait manifestement le jeu des anarchistes qui lui souhaitent longue vie. Car rien ne paraît justifier « l'action directe » ouvrière autant que « l'action directe » capitaliste, en comparaison de laquelle la première n'est que jeu d'enfant.

Il faut avoir le courage de dire la vérité aux uns et aux autres. Nous sommes pour la lutte des classes. Nous ne sommes pas pour l'extermination sauvage et barbare des classes, de toutes les classes. Le prolétariat, ce Samson moderne, en cherchant à faire écrouler l'édifice capitaliste peut s'ensevelir lui-même sous ses décombres. Nous ne le voulons pas. Nous voulons que le prolétariat reste debout dans la bataille. Nous voulons le voir survivre à la « mêlée sociale ». La lutte des classes est une guerre. Mais la guerre a ses règles. Le guêt-apens de Draveil — conséquence logique de la politique de Clemenceau au service du patronat — est contraire aux règles de la guerre prolétarienne organisée et féconde. Le prolétariat a versé trop de sang pour un régime politique qui lui doit au moins assurer quelques conditions humaines de lutte pour son émancipation définitive.

« L'action directe » des ouvriers exploités et exaspérés, combattue par nous dans le seul et unique intérêt du prolétariat, peut avoir des excuses.

L'action directe gouvernementale n'en a aucune. L'organisation et l'éducation socialiste méthodique seules la rendront impossible.

CH. RAPPOPORT.

LE DENIER D'ANICHE

On lit dans un journal financier, l'*Economique*, les renseignements suivants sur l'extrême misère des capitalistes actionnaires des mines d'Aniche (Pas-de-Calais) :

« Le solde du dividende afférent à l'exercice 1907-1908 vient d'être fixé à 30 francs; cette somme porte à 60 francs la répartition totale de l'exercice, contre 55 francs précédemment.

« Il est indiscutable que les bénéfices réalisés ont atteint une somme beaucoup plus élevée que les 4.320.000 francs nécessaires au paiement du dividende; ce dernier ne demande, en effet, que 2 fr. 37 par tonne extraite, alors que la hausse des prix de vente en 1907 a donné un profit plus considérable; mais il ne faut pas oublier que depuis près de dix ans Aniche s'est tracé un important programme de travaux qui demande beaucoup d'argent. »

UNITÉ OUVRIÈRE

Tandis que, comme le montrait dernièrement un des nôtres, la Confédération Générale du Travail croit politique d'ignorer l'existence d'une des plus fortes fédérations de France, celle des Mineurs, le parti ouvrier anglais voit s'accroître ses forces par l'affiliation de la Fédération des Mineurs du Lancashire et du Cheshire, de celle du comté de Cumberland et du comté de Monmouth.

C'est un pas, et un pas décisif, en avant. Les mineurs de Cumberland avaient jusqu'ici voté pour les libéraux et s'étaient opposés de toutes leurs forces à l'établissement de la journée de huit heures dans les mines. Aujourd'hui, ils joignent l'armée ouvrière et socialiste et, aux prochaines élections, ils enverront des représentants au Parlement anglais.

Libre à nos néo-syndicalistes de dédaigner les mineurs, mais ils ne s'aperçoivent pas que la raison d'être d'un mouvement syndical puissant, c'est de réunir en un bloc tous les métiers et toutes les corporations. Le fait d'être ouvrier suffit, légalement et politiquement, pour faire partie d'un syndicat et ce sera toujours une faiblesse pour le mouvement si la moindre fraction ouvrière est laissée ou se met à l'écart du gros de l'armée.

A plus forte raison, lorsqu'il s'agit de la plus importante fédération, qui peut avoir eu longtemps des idées particularistes, en France aussi bien qu'en Angleterre. C'était justement parce qu'elle avait été organisée avant les autres et qu'elle jouissait de conquêtes déjà arrachées au pouvoir patronal que la situation des mineurs en Angleterre a longtemps été unique; elle avait, une des premières, envoyé ses représentants au Parlement et s'était jointe au parti libéral qui avait payé cette alliance par des concessions dans l'ordre économique.

De plus, la force de l'Angleterre, c'est son charbon et ses mines; là se trouve la source de sa richesse. Dès le commencement du mouvement ouvrier, dès que le pouvoir eût été contraint de reconnaître le droit de réunion et d'association, les Unions du Nord (Cumberland, Northumberland, Durham et Yorkshire), du pays de Galles (Monmouthshire) se sont mises à la tête du mouvement syndical. Il faut avoir assisté à un jour de congé légal (bank-holiday), lorsque les mineurs du Yorkshire par exemple, se rendent à l'île de Man, pour se faire une idée de la puissance et de l'organisation de cette fédération. C'est comme une invasion de l'île par une armée en marche.

Mais la puissance des Fédérations de mineurs (spécialement de celles du nord-ouest), après avoir fait proposer le mouvement ouvrier, devint bientôt un obstacle. Les mineurs, fiers de leur organisation, satisfaits des résultats obtenus, s'opposèrent longtemps aux efforts des Nouvelles-Unions, jaillies du sol après la grève des dockers de Londres. Ce sont ces Nouvelles-Unions qui ont enfin réussi à se faire reconnaître des anciennes dans le Congrès des Trades-Unions et ont fondé le parti du travail, en invitant les ouvriers à se faire représenter au Parlement par des membres de leur classe. Aujourd'hui, l'affiliation des Grandes-Unions au parti du travail est chose faite; les mineurs, après avoir été les pionniers du mouvement, arrivent les derniers, mais ils vont faire profiter les jeunes unions de leur esprit discipliné et organisateur.

En présence de ce mouvement harmonieux, pondéré et organique, on est presque saisi de découragement en voyant la Confédération Générale du Travail, en France, n'accepter même les dissidents de la Fédération des Mineurs que par une porte de derrière, et laissant de côté la masse organisée du Pas-de-Calais et des autres bassins.

Heureusement que le mouvement d'unité est irrésistible dans la classe ouvrière et que ceux qui voudront s'y opposer seront balayés et réduits à l'impuissance.

Ch. BONNIER.

LA QUESTION DES MINEURS

Enfin, nous avons des explications sur le refus opposé à la demande — réitérée — d'adhésion de la Fédération Nationale des Mineurs à la C. G. T. Ces explications nous sont fournies par le citoyen Pouget lui-même dans la *Voix du Peuple* et sans que nous puissions être taxés de parti pris, on conviendra qu'elles se présentent comme un plaidoyer par avance pour le maintien de l'exclusion dont est frappée la Fédération Nationale des Mineurs.

Le gros argument de Pouget en faveur de cette exclusion, c'est la façon irrespectueuse dont le citoyen Basly a traité, dans certains articles, les camarades qui prétendent incarner la C. G. T. Nous ne serons pas suspects de flagornerie à l'endroit du citoyen Basly. Dès 1902, nos amis — et, parmi eux, je fus un des critiques les plus sévères — ont eu l'occasion d'émettre à plusieurs reprises sur l'attitude du Vieux Syndicat dans la tentative de grève généralisée qui fut faite à cette époque des appréciations peut-être trop dures. Mais, tout cela n'est-ce pas le passé? Quand nous avons participé, avec une joie profonde, à l'Unité socialiste, avons-nous biffé la page d'histoire que nous avions écrite? Quand il s'agit aujourd'hui d'une Unité non moins importante pour l'avenir de la classe ouvrière; de l'Unité syndicale française, avons-nous le droit de nous y refuser parce que jadis des conflits nous déchirèrent, à la grande joie du patronat?

Ce sont les questions pressantes que nous nous permettons de poser, moins à Pouget qu'au Comité Confédéral qui, prochainement réuni, assumera devant le prolétariat international la lourde tâche de répondre à la dernière et impérative mise en demeure du Congrès de Montceau.

Nous ne pouvons admettre, quant à nous, que le passé ne soit pas effacé. Nous ne voulons, en la circonstance, plus savoir quels furent les torts réciproques des uns et des autres. Basly fut-il injuste envers les membres de la C. G. T. qui pénétrèrent dans le Pas-de-Calais? Ces derniers le furent-ils envers le Vieux Syndicat? Ce n'est pas ce que le Comité Confédéral aura à examiner. L'heure de la pacification, l'heure de l'Unité corporative française a-t-elle sonnée? Il ne saurait y avoir d'autre question posée en ce moment; c'est seulement à cette question que la C. G. T. aura à répondre.

Le citoyen Merzet, de Montceau, qui — lui non plus — n'est pas suspect à l'égard du Pas-de-Calais où ses voyages ne furent pas des parties de plaisir, a péremptoirement mis le Comité Confédéral en face des réalités présentes. Il a oublié les conflits d'hier pour ne plus songer qu'à la paix d'aujourd'hui. La C. G. T. fera comme lui : elle n'évoquera pas un passé défunt; elle songera à l'action d'aujourd'hui et de demain qui exige le concours de toutes les forces ouvrières réconciliées.

P.-M. A.

A QUI LA FAUTE ?

Prenant texte d'un récent article de Ch. Rappoport dans *le Socialisme* et de l'avis exprimé par Delory dans *le Travailleur*, sur les conséquences fâcheuses qu'ont pu avoir, pour le recrutement socialiste, les fantaisies anarcho-sindicalistes et l'antimilitarisme hervéiste, le citoyen Breton se réjouit « que notre défaite municipale ait ramené à la raison une très importante partie des Socialistes unifiés ».

Il ne serait pas de bon goût de rappeler au citoyen Breton que ses actes n'ont pas fait au Parti moins de mal que l'épidémie syndicalo-hervéiste; mais le député du Cher est tellement étranger à notre organisation qu'il ignore même ce qu'en connaissent les plus ignorants des journalistes bourgeois.

Faut-il donc apprendre au député du Cher que si les décisions du Congrès de Nancy ont pu être exploitées contre nous par la réaction radicale au cours de la récente campagne électorale, et si elles ont été, pour la plupart des radicaux, le prétexte qui couvrait la honte de leur alliance avec les cléricaux contre les Socialistes, le citoyen Breton et ses amis du Cher (et d'ailleurs) y furent bien pour quelque chose, puisqu'ils furent de la majorité?

La Série rouge.

Mardi, la presse française annonçait qu'en Russie on avait prononcé, la veille, seize condamnations à mort et procédé à huit exécutions capitales.

Le même jour, à Draveil, quinze gendarmes, qui n'avaient pu pénétrer dans la salle où les terrassiers en grève s'étaient réunis, tiraient sur eux du dehors, par les fenêtres, tuaient deux ouvriers et en blessaient sept autres.

Cet horrible massacre, exécuté froidement, sans l'ombre d'un prétexte, sans l'apparence de la moindre provocation, nous remet en mémoire le récit d'atrocités analogues perpétrées dans les prisons russes — ainsi que certains exploits du Gallifet de 1871, du Chapus de Fourmies, etc...

C'est la série rouge qui continue; c'est l'assassinat élevé à la hauteur d'un moyen de gouvernement, et accompli par ceux-là mêmes dont le métier est de protéger la vie des citoyens.

Si plus tard interviennent des représailles, qui donc aurait le droit de s'en montrer surpris?

Redites fastidieuses.

Dans sa rubrique « Correspondance », le *Temps* du mercredi 3 juin publie une lettre contenant l'extrait suivant d'un ordre du jour voté par la Chambre le 1^{er} mai 1877, à la suite d'un discours de Gambetta :

« ... Invite le Gouvernement à user des moyens légaux dont il dispose pour réprimer l'agitation antipatriotique et les menées ultramontaines du parti clérical ».

Trente ans après, nous voyons le parti clérical s'unir aux disciples de Gambetta pour voter des ordres du jour qui signifient exactement la même chose — avec cette seule différence qu'ils sont dirigés contre nous.

Le butin sacré.

On poursuit actuellement, aux Etats-Unis, un spéculateur qui corrompait les fonctionnaires des statistiques pour se procurer les chiffres avant leur publication. Ça lui permettait de se livrer sur les cotons à maintes opérations financières d'un résultat aussi certain qu'avantageux.

Si ce quidam fait connaissance avec les rigueurs de la loi, c'est parce que ses concurrents ont plus ou moins souffert de ses manœuvres. Que ne s'est-il borné comme eux à pratiquer l'escroquerie aux dépens des seuls travailleurs et consommateurs? Il y a longtemps qu'on l'aurait décoré.

Quelle belle chose tout de même que la civilisation capitaliste! on s'y trouve parfois obligé — en dépit du proverbe bien connu — de prendre des mesures pour empêcher les loups de se manger entre eux.

Le salarié idéal.

Le jeuneur Succi, qui jadis eut son heure de célébrité, fait à nouveau parler de lui. Il annonce qu'il va recommencer ses expériences.

Belle curiosité que de voir un homme qui se passe volontairement de déjeuner pendant un temps plus ou moins long!... ça ne peut guère intéresser que des patrons, qui ne demanderaient pas mieux sans doute que de voir les ouvriers suivre cet exemple de sobriété : on pourrait alors diminuer les salaires...

Mais je ne vois pas quel genre d'intérêt y trouveraient ceux qui jeûnent parce qu'ils ne peuvent pas faire autrement — et ceux-là sont légion dans tous les pays du monde. C'est plutôt le contraire qui les intéresserait.

Un comble.

Ils ont toutes les audaces — excepté celle d'aller de l'avant. Ils ont tous les cynismes — y compris celui de crier au feu quand ils ont bouté la torche au tas de paille.

Voyez plutôt au IV^e arrondissement de Paris :

Les nationalards Galli, Le Corbeiller, Badini et Lemarchand, tout fiers de leur succès électoral, se font offrir un punch par leurs électeurs.

Et voilà tout aussitôt le radicalisme local — à qui les deux derniers des élus déjà nommés doivent une fameuse chandelle — qui placardent une affiche rutilante invitant tous les républicains à se lever pour manifester leur indignation.

La Réaction nous provoque! s'écrient-ils; unie à la trahison, elle célèbre son apothéose! c'est une honte!

On ne parle pas plus effrontément de gibet dans la maison d'un pendu.

Exploitation posthume.

Notre grande presse bourgeoise se fait complaisamment l'écho des « revendications » de certains soi-disant héritiers des littérateurs, au sujet de ce qu'on est convenu d'appeler la propriété littéraire.

Ni les uns ni les autres n'admettent que la susdite propriété ne bénéficie pas du droit commun en matière d'héritage. Et le plus littérairement du monde, ils assimilent cette production à celle des betteraves et des chaussettes, proclamant en conséquence leur droit d'exploiter jusqu'à la consommation des siècles le produit du travail intellectuel d'autrui — de même que leurs émules industriels capitalisent sans trêve, mais en repos, la richesse créée par d'autres travailleurs.

Ils sont logiques; ils sont bien « dans la note ». N'est-ce pas en effet la loi suprême du régime actuel, que les non-producteurs seuls aient droit au produit du travail?

Entente cordiale.

L'Humanité a annoncé l'arrestation de la citoyenne Sorguè, qui était allée prendre part aux manifestations organisées par les grévistes agricoles.

Le gouvernement Italien devait bien cela à la République Française, qui jadis se donna la peine d'expulser notre camarade Morgari. Cet échange de bons procédés ne peut que resserrer les liens d'entente cordiale qui deviennent si fort à la mode et qui marchent de pair avec l'augmentation générale des armements.

Progrès industriel.

L'industrie dentellière de la Belgique qui, jusqu'à ces dernières années, constituait une des sources importantes de la richesse nationale, est menacée d'une disparition prochaine.

Il y a vingt-cinq ans, on en exportait pour 50 millions; l'an dernier, ce chiffre est tombé à 15 millions seulement. Le nombre des ouvrières a diminué dans les mêmes proportions, c'est-à-dire de plus des deux tiers.

Les journaux belges qui donnent cette information attribuent la décroissance de l'industrie dentellière à l'avilissement des salaires, à la détérioration de l'industrie professionnelle, à la concurrence faite par les dentelles mécaniques aux dentelles à la main.

Ce qui veut dire en bon français que l'existence du patronat capitaliste — qui conduit inconsciemment à la misère l'industrie et la nation elle-même — est le pire fléau pour l'un et pour l'autre.

Entre copains.

Le Biétry du Jaune a congratulé par écrit le Drumont de la *Libre Parole*, en l'appelant « le plus grand écrivain de temps » — et celui-ci s'en montre tout fier et tout joyeux.

Il n'est vraiment pas dégouté? Ça ne l'empêche pas de protester avec énergie quand son digne acolyte le soupçonne de prendre son mot d'ordre chez le Piou de l'*Action libérale*...

Dame! on a beau vendre de la prose sophistiquée, on tient tout de même à sa marque de fabrique.

P. GRADOS

DES RAPPORTS

Le Conseil National du Parti Socialiste résoudra dans sa prochaine séance, sans doute, la question qu'il inscrivit à son ordre du jour, il y a plusieurs mois : le Parti et les Syndicats, les résolutions des Congrès national et international — et qu'il ne pût discuter plus tôt, pressé qu'il fut par d'autres questions.

L'oubli semble s'être fait sur le problème des rapports du Parti et des Syndicats posé en France, au Congrès corporatif d'Amiens, par la Fédération nationale du Textile et, au Congrès du Parti socialiste de Limoges, par la Fédération du Nord. Les controverses et les polémiques ardentes qui furent suscitées à ce propos, tant dans les Syndicats que dans les groupes socialistes, paraissent éteintes. Après le verdict de l'Internationale réunie à Stuttgart, on a l'impression d'un incident clos. Je crois, quant à moi, que si la cause est aujourd'hui entendue, n'affaire n'est pas classée. Elle demeure dans les préoccupations de ceux qui envisagent l'avenir de la classe ouvrière, particulièrement en France, et nous devons nous attendre à la voir renaître, sous des formes nouvelles, jusqu'à ce qu'elle ait été solutionnée définitivement, c'est-à-dire normalement.

Le Congrès d'Amiens a repoussé toute entente, occasionnelle ou continue, entre l'organisme central des groupes corporatifs et le Parti socialiste. La majorité des fédérations départementales socialistes a pris acte, en quelque sorte, de ce refus, à Limoges d'abord, à Nancy ensuite. Ce sont là des constatations que l'on est obligé non seulement d'enregistrer, mais dont on ne saurait se dispenser de tenir compte.

D'autre part, le Congrès international de Stuttgart, sans viser explicitement la situation française, n'a pu que souligner l'anomalie de cette situation et la tenir pour provisoire. L'absence de rapports officiels entre le Parti et la C. G. T. n'a pas eu seulement des conséquences fâcheuses pour le socialisme français, mais pour les Syndicats eux-mêmes qui ont ainsi été conduits à rester, jusqu'à ce jour, en dehors de l'Internationale syndicale.

Des raisons diverses — des impulsions variées, devrait-on dire plus exactement — ont déterminé le vote du Congrès d'Amiens. Anarchie anti-socialiste et neutralisme trade-unionisme (ancienne manière), dégoût du syndicalisme ministériel et lassitude des vieilles divisions inter-syndicales que provoquaient jadis les discordes socialistes, tous ces sentiments se sont confondus en un seul vote par lequel on entendait murer le passé dans sa tombe. L'Unité avait recréé la façade du socialisme français; mais, à l'intérieur de la maison, les vieux ressentiments s'apaisaient difficilement et les syndiqués pouvaient craindre qu'ils n'éclatent dans l'Unité syndicale, elle-même de date récente. Ainsi donc, pratiquement, la proposition du Textile était irréalisable à l'heure où elle fut déposée et ses auteurs n'eurent à ce sujet aucune illusion.

Ceux qui opposèrent le consentement mutuel nécessaire au mariage de la C. G. T. et du Parti eurent donc beau jeu.

En réalité, il ne s'est jamais agi d'un mariage imposé de force par l'une des parties à l'autre. On ne décrète pas l'amour : on le fait naître en multipliant les rencontres, en échangeant des idées et des propos, et les circonstances déterminent les épousailles.

Par l'Unité, par l'accroissement de ses forces matérielles et morales, le Parti socialiste est devenu un Parti majeur. Il ne lui est plus permis de vivre d'intrigues et de combinaisons, de chercher à côté de lui des auxiliaires dont il pouvait avoir besoin à l'époque de sa minorité et de sa faiblesse. Il est une grande organisation et il est tenu, comme tel, de parler haut et clair, d'agir avec prudence et vigueur. Il devait donc avoir, sur la question de ses rapports avec les Syndicats comme sur les autres, un avis motivé et définitif, et non l'opinion incertaine d'une journée de Congrès. Il est le guide de la classe ouvrière qui vient ou qui viendra à lui et, comme tel, il a pour mission d'indiquer où est le devoir. Ce devoir, c'est encore et toujours l'Unité du prolétariat, unité syndicale et politique dans la nation, unité syndicale et politique dans l'Internationale.

Là est le sens profond, la marque originale de la motion de Stuttgart. L'Internationale a dit aux socialistes de tous les pays : Unissez-vous ! Elle n'a pas songé à leur imposer l'unification. L'Internationale a dit aux organisations corporatives de tous les pays : la classe ouvrière est une ; elle n'est pas divisible en fractions syndicales et socialistes ennemies ; elle doit seulement opérer la division du travail pour mieux fortifier l'œuvre commune, aux fins communes.

Et, dès lors, qu'avons-nous à faire ? Faut-il nous emparer de la motion de Stuttgart comme d'une épée qui tranchera d'un seul coup la difficulté créée à la France ouvrière par le divorce de la C. G. T. et du Parti ? Non, les coups de force peuvent créer des majorités de Congrès : ils ne font pas la réalité vivante. C'est après un travail préalable de propagande et d'éducation que les situations se dénouent efficacement. C'est seulement quand le syndicalisme français groupera dans son sein des masses compactes de travailleurs, cessera d'être la proie d'individualités autoritaires et violentes, que des rapports naîtront entre lui et le Parti.

Ces rapports existent déjà partout où les forces syndicales correspondent aux forces socialistes. Ils ne tarderont pas à exister partout où aura été renforcée l'organisation corporative encore à l'état embryonnaire.

Le prochain Congrès national corporatif qui se tiendra à Marseille va se prononcer sur la question des rapports avec l'Internationale des Syndicats et sur l'adhésion de la Fédération nationale des mineurs. C'est la solution de ces deux questions qui entraînera l'inévitable solution des rapports de la C. G. T. et du Parti. Il n'est pas possible que le Congrès de Marseille accepte de laisser plus longtemps hors de l'Unité ouvrière française le corps d'armée des mineurs, accepte plus longtemps de laisser hors de l'Unité ouvrière internationale le mouvement syndical français. Et, ces deux étapes franchies, nous pouvons avoir confiance : l'appel du Congrès International de Stuttgart sera entendu.

P.-M. ANDRÉ.

L'ORGANISATION

de la Société de demain ⁽¹⁾

Toutes les constructions plus ou moins ingénieuses de la Société future ont pour but de démontrer la possibilité du régime socialiste. Tous ceux qui n'ont rien à perdre et tout à gagner de la transformation sociale — et c'est le cas du prolétariat — se laissent facilement convaincre de l'excellence de ce régime. Même le petit bourgeois, pressant sa ruine et tourmenté par la conscience d'insécurité de sa situation et ayant partant « du vague à l'âme » est tout prêt à vous dire : « Oui, le Socialisme est une chose excellente, mais — hélas ! — c'est une utopie ! ». Et pour vous démontrer le caractère utopique du Socialisme, il invoque : 1° la nature humaine ; 2° l'égoïsme indestructible des hommes qui aboutit à la guerre de tous contre tous ; 3° la résistance des possédants impossible à vaincre.

Comment la conception marxiste s'y prend-elle pour réduire à néant cette triple impossibilité ou prétendue telle ?

La nature humaine ! Elle a été invoquée toutes les fois qu'il s'agissait de franchir une étape dans l'histoire. Les esclavagistes prenaient à témoin cette même nature pour conclure à l'impossibilité absolue de l'abolition de l'esclavage. Dans sa *Politique*, Aristote, le « géant de la pensée antique », cherche à démontrer que les Grecs sont, de par leur nature même, destinés à dominer en maîtres le reste des humains. La nature est éternelle. Et toute classe dominante désire — tout naturellement — prolonger éternellement le régime qui lui procure la domination et la jouissance : elle considère donc ce régime comme naturel. Sa nature devient la nature. Elle ne voit pas au-delà de son intérêt. Et elle confond les lois de sa conservation avec celles du monde.

Elle supprime l'histoire, qui ne vit que des changements, et invente une théorie physique de la société, la théorie organiciste. Cette théorie cherche à nous persuader que l'inégalité entre les hommes est aussi éternelle et nécessaire que celle des organes de notre corps. On ne brave pas impunément les lois de la nature. Le régime de l'exploitation de l'homme par l'homme est, selon elle, une loi de la nature. Toute révolte contre lui est donc une démence, une impossibilité matérielle.

La conception marxiste oppose à ces sophismes intéressés l'histoire vraie de l'humanité. Elle démontre le perpétuel devenir des formes de production et d'appropriation.

La société humaine est un cas spécial de l'évolution universelle. Rien n'est éternel. Tout est variable. En montrant que la lutte des classes est à la base de l'histoire, la marxisme dévoile le mécanisme historique, démontre le caractère tout relatif, tout conditionnel de toute forme sociale donnée.

Les classes et les régimes se suivent et ne se ressemblent pas. La conception marxiste détruit ainsi toutes les objections contre le socialisme tirées — par les cheveux — de la fameuse nature humaine. Le marxisme ne connaît pas des « hommes » *in abstracto*. Il ne connaît que le maître d'esclave, le féodal, le capitaliste, le prolétaire et autres « catégories historiques ». Il remplace le vague, le confus par ce qui est concret et précis, en abandonnant les généralités aux psychologues, aux philosophes et aux métaphysiciens.

Il y a mieux. En analysant scientifiquement le régime capitaliste, le marxiste démontre que non seulement le régime socialiste est possible, mais qu'il est nécessaire. L'organisation collective du travail est possible, parce qu'elle est — dans l'usine, dans le grand magasin, dans les mines, dans les grandes banques. Elle traverse le globe en chemin de fer et sillonne les océans dans les *Dreadnaught*. L'exploitation individuelle est en contradiction flagrante avec cette organisation collective. Il en résulte des crises, des catastrophes qui démontrent de plus en plus que le régime capitaliste devient impossible.

Bientôt ce ne sera plus à nous de démontrer la possibilité du Socialisme. Ce sera aux partisans

Voir le *Socialisme* n° 24 et 25.

de ce régime déséquilibré de prouver la possibilité de sa continuité, de son développement normal et progressif.

Quant à l'égoïsme des individus et des classes, non seulement le marxisme ne le nie pas, mais il l'utilise pour organiser le prolétariat en parti de classe, préoccupé avant tout de son intérêt qui, heureusement, se trouve en plein accord avec celui de la société et de la vraie civilisation.

Reste la troisième objection, la troisième prétendue impossibilité du Socialisme : la résistance des propriétaires. La conception marxiste en triomphe facilement. Le Socialisme devient possible au fur et à mesure que la grande propriété absorbe la petite propriété et la grande production remplace la petite production. Les socialistes n'ont pas à exproprier les PROPRIÉTAIRES. Ils n'exproprieront que les EXPROPRIATEURS. Ils ne voleront pas. Ils restitueront à la Société les propriétés « volées ». Ils ne combattent pas la propriété privée des objets de consommation. Ils luttent contre la propriété capitaliste, oligarchique, contre la propriété — monopole des moyens de production.

La possibilité, plus encore — la nécessité historique inévitable du Socialisme, ressort ainsi du jeu des forces économiques et historiques. L'organisation de la classe ouvrière et la conquête par elle du pouvoir politique marquent la route à parcourir, ses étapes premières.

Le camarade Deslinières, dans son Code, s'y prend autrement. Il cherche à démontrer la possibilité du régime socialiste non par le fonctionnement réel, certain de la Société capitaliste, mais par le fonctionnement supposé de la Société future. Il écarte les obstacles qui barrent la route au Socialisme — le grand capital et la petite propriété — en indemnisant le premier et en conservant la seconde. C'est le point capital de son Code. Car Deslinières nous accordera facilement que la couleur des timbres et le prix du port des journaux, dans la Société Socialiste, sont d'une importance tout à fait minime, pour l'objet qui nous préoccupe.

Nous discuterons la solution de Deslinières.

Ch. RAPPOPORT.

P.-S. — Les préoccupations de la lutte de tous les jours nous ont obligé d'interrompre notre série d'articles sur l'Organisation de la Société de demain provoquée par le Code de Deslinières.

Dans l'intérêt de la vérité socialiste, le Socialisme a donné la parole à Deslinières pour défendre sa thèse en toute liberté.

Comme nous n'avons pu encore dire toute notre pensée sur ce grave problème, il s'ensuit que Deslinières devance notre propre pensée sur plusieurs points, comme le lecteur le verra dans la suite. Il s'ensuit également que Deslinières me fait aller jusqu'aux antipodes : je ne suis jamais allé aussi loin. Quant aux lettres et conversations privées de notre ami Guesde, elles ne prouvent qu'une seule chose : que « l'intolérance et le sectarisme » des « Guesdistes », honnis et maudits, appartiennent au royaume des « mythes » au même titre que la grève générale de l'ami Sorel. Je prie donc Deslinières de me laisser finir ma pensée. Il aura toute liberté nécessaire pour répondre.

Ch. R.

Réponse du citoyen Deslinières (1)

SOCIALISME CRITIQUE ET SOCIALISME RECONSTRUCTIF

Rapport m'oppose Marx qui n'a jamais conseillé de préparer les institutions socialistes et même a quelque peu exercé sa forte ironie aux dépens de ceux qui rédigeaient « des menus pour les cuisines de la société future. »

Si j'avais le malheur de me trouver réellement

(1) Voir dans le numéro 29 du Socialisme, le premier article du citoyen Deslinières répondant à l'étude que notre collaborateur Charles Rappoport a faite à propos du Code socialiste.

Nous nous excusons des coquilles qui se sont glissées dans le précédent article du citoyen Deslinières et que nos lecteurs auront sans doute d'eux-mêmes rectifiées. N. D. L. R.

en contradiction avec Marx, je le regretterais et je m'en inquiérais. Mais je déclare que ce ne serait pas un motif suffisant pour me faire abandonner mon opinion : je me bornerais à soumettre à une révision sévère les arguments qui m'y auraient conduit et à voir si je ne me serais pas trompé. Une fois convaincu du contraire je défendrais même contre Marx ce que je considérerais comme la vérité. Qui pourrait m'en blâmer ? Nul ne conteste la prodigieuse puissance du grand penseur ; mais personne n'a, jusqu'à ce jour, proclamé son infailibilité.

Marx a été le commencement du socialisme scientifique. Il n'en sera pas la fin. Tout le socialisme passé, présent et futur, n'est pas renfermé dans son œuvre. Le Manifeste du Parti communiste était écrit il y a quelque soixante ans. Depuis lors, les événements ont marché ; ce qui paraissait impossible et inutile peut être jugé réalisable et nécessaire aujourd'hui. Marx n'a pas prévu la nécessité d'une élaboration des lois socialistes antérieure à la conquête du pouvoir, c'est entendu. Mais à ce moment, tout en voyant clairement le but, il le voyait à une distance telle qu'il ne pouvait pas faire autre chose que de planter quelques jalons dans sa direction. Aujourd'hui, sans exagération, il est permis de dire que nous nous en sommes notablement rapprochés. Nous sentons qu'avec de vigoureux efforts, et si les circonstances nous favorisaient, cette génération, ou du moins la suivante, pourrait l'atteindre. Nous devons dès lors avoir des préoccupations qui ne pouvaient pas exister il y a un demi-siècle. Si Marx vivait encore, qui peut affirmer qu'il ne serait pas de mon avis ?

— C'est impossible, répondent les contradicteurs, puisqu'il a raillé les bâtisseurs de systèmes.

Expliquons-nous.

Il y a système et système, et il importe de ne pas confondre. Qu'on me permette de reproduire ici ce que j'écrivais dans la Société future du 1^{er} avril :

« Avec Marx, avec tous les socialistes, nous considérons comme de simples spéculations philosophiques incapables d'application, non seulement les conceptions a priori des Thomas Morus, des Campanella, des Fénelon, des Morelly et de leurs émules, mais aussi les phalanstères, les icaries du dernier siècle et tout ce qui s'en rapproche. Sans méconnaître la contribution apportée par ces importants travaux au développement intellectuel de l'humanité, nous estimons que ce serait perdre son temps que de persévérer dans la même voie.

« Mais aujourd'hui nous n'en sommes plus à chercher au pays d'Utopie les éléments de reconstruction d'une société meilleure. Marx les a sinon créés, du moins découverts. Grâce à lui nous savons que les méthodes de la technique moderne, machinisme et division du travail, donnent à la production un caractère de plus en plus collectif ; que l'ouvrier, ne pouvant plus être propriétaire individuel de ses outils, est contraint d'abandonner au capitaliste qui les possède une part des fruits de son travail ; que la division de la société en deux classes qui résulte de cet état de choses, a pour effet d'affamer la plus nombreuse et d'accroître sans cesse le luxe de la minorité privilégiée ; que les exploités se laisseront fatalement de la situation qui leur est faite et reprendront aux exploités les moyens de production accaparés par ces derniers ; qu'ils ne pourront en redevenir propriétaires que sous la forme qui s'impose pour leur mise en valeur : la forme collective ; que par conséquent la société future sera forcément collective.

« Cette base étant scientifiquement déterminée et mise au-dessus de toute contestation, en quoi la recherche des voies et moyens de réalisation du collectivisme peut-elle être assimilée aux créations utopiques dont nous venons de parler ?

« Il suffit de lire Marx avec un peu d'attention pour constater que ces critiques ne visaient que ces dernières. Nous nous bornerons, pour l'établir, à ces courtes citations du Manifeste du Parti communiste :

Les systèmes socialistes et communistes proprement dits, les systèmes de Saint-Simon, de Fourier, d'Owen, etc., font leur apparition dès la première période de la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie.

Les inventeurs de ces systèmes repoussent toute action politique et surtout toute action révolutionnaire ; ils cherchent à atteindre leur but par des

moyens paisibles et essayent de frayer un chemin au nouvel évangile social par la force de l'exemple, par des expériences en petit, condamnées d'avance à l'insuccès.

La peinture fantastique de la société future, faite à une époque où le prolétariat, peu développé encore, envisage sa propre situation d'une manière fantastique, correspond aux premières aspirations instinctives des ouvriers vers une complète transformation de la société.

... Ils rêvent toujours la réalisation expérimentale de leurs utopies sociale, l'établissement de phalanstères isolés, la création de colonies à l'intérieur et la fondation d'une petite icarie — édition in-douze de la nouvelle Jérusalem ; et pour donner une réalité à tous ces châteaux en Espagne, ils se voient forcés de faire appel aux cœurs et aux caisses des bourgeois.

« Ainsi donc rien de plus clair : les critiques de Marx ne sont nullement dirigées contre ceux qui, s'appuyant sur l'action politique de la classe ouvrière, se refusant à l'expérimentation en petit de systèmes artificiels, jugent néanmoins nécessaire de se préparer d'avance à substituer la production sociale à la production individuelle. »

Veut-on aller plus loin encore et prétendre qu'en d'autres textes, que j'ignore, Marx a désapprouvé ceux qui, même sur les bases du collectivisme telles qu'il les a définies, construisaient des plans de sociétés pour l'avenir ? Soit. Mais moi aussi je les désapprouve : non seulement je ne suis pas assez absurde pour ne pas comprendre qu'à partir du moment où le socialisme sera au pouvoir, ses institutions de la première heure iront se modifiant sans cesse, et qu'il est chimérique de les fixer dans un cadre immuable, mais je ne crois même pas à la possibilité de prévoir longtemps à l'avance ce que seront ses institutions de la première heure.

Mon Projet de Code socialiste est applicable aux conditions présentes. Si nous étions maîtres du gouvernement aujourd'hui, il pourrait entrer en vigueur demain. C'est dans ce but qu'il a été écrit, et rien que dans ce but.

— Alors il est inutile, répond-on, puisque nous ne sommes pas au pouvoir ni à la veille d'en prendre possession.

— Pardon ; vous ignorez ce que peut donner l'imprévu. Mais si notre victoire est retardée et si des modifications dans la structure actuelle de la société viennent nécessiter des retouches à certains détails de mon projet, il sera plus facile de faire ces légers changements que d'improviser de toutes pièces un corps complet d'institutions. En faisant ce petit travail chaque fois qu'il deviendra utile, — et ce sera bien moins souvent qu'on ne le croit — nous aurons toujours une législation prête à fonctionner, quel que soit le moment où nous serons en mesure de lui donner force exécutive.

Il faut être anarchiste pour croire qu'une forme sociale quelconque peut exister sans lois, et il faut avoir peu réfléchi à l'étendue des transformations que réalisera le socialisme pour croire qu'il sera temps de se préoccuper d'en chercher l'expression législative au moment de la tourmente révolutionnaire qui nous aura donné le pouvoir, avec ses responsabilités. Guesde m'a répété plusieurs fois, en l'approuvant sans réserve, un mot de Blanqui dont je cite le sens, sinon la lettre : « La Révolution est perdue si elle n'aboutit pas quarante-huit heures après sa victoire. »

C'est absolument mon avis : entre le régime capitaliste renversé et le régime socialiste inorganisé, il n'y a place que pour le chaos d'abord, pour la réaction ensuite. Or comment élaborer notre organisation dans les quarante-huit heures, si nous ne l'avons préparée d'avance ?

Lucien DESLINIÈRES

Biétry et le Propriétisme

Biétry vient de dissoudre la Fédération nationale des jaunes. En revanche, il a fondé un nouveau parti qui doit grouper tous les réactionnaires : le propriétisme. L'action de ce parti suivra deux directions : il y aura un mouvement syndicaliste uniquement économique, et un mouvement propriétiste jaune uniquement politique. Réorganiser les corporations autant que le permet l'outillage moderne, faire accéder le syndicalisme à la propriété, tel sera le programme politique.

C'est un singulier projet que celui de réorganiser les corporations... autant que le permet

l'outillage moderne, alors que précisément l'outillage et les conditions économiques modernes ne peuvent le permettre. L'institution donnée qu'est la corporation n'a pu se produire que dans un milieu économique donné. Ce milieu s'est rencontré au moyen âge, alors que le travailleur produisait avec des matières premières ou tout au moins des outils qui lui appartenaient, alors qu'il produisait pour le petit marché de la ville où il habitait et qu'il se réservait avec un soin jaloux. Sous ce régime, il n'y avait pas de place pour le salarié. Les compagnons étaient payés par le maître, mais il y avait entre eux des rapports de vie commune, d'aide mutuelle et d'obligations réciproques. Tous avaient d'ailleurs l'espoir de s'établir comme maîtres un jour. Le compagnonnage et la maîtrise étaient deux étapes successives de l'existence professionnelle.

Mais du moment que les petits marchés urbains cessent d'être le centre de la vie économique; que par suite de la facilité des communications les marchés sont devenus nationaux et même internationaux, plus de corporations. Du jour où les petits maîtres d'autrefois ne sont plus assez riches pour suffire à la production, qu'ils sont remplacés par des capitalistes chefs d'industrie, finies les corporations. Du jour où les ouvriers se voient fermer la maîtrise, où des classes ennemies se sont formées, plus de corporations possibles! La Révolution n'avait plus qu'à supprimer en droit, ce qui n'avait plus sa raison d'être en fait. Il fallait arriver au régime capitaliste, étape douloureuse sans doute pour les ouvriers, mais nécessaire pour le progrès, pour l'essor de la production. L'avènement de ce régime était aussi inévitable que sera inévitable l'avènement du régime collectiviste qu'a préparé la concentration des entreprises. Et ce n'est pas Biétry qui fera remonter son cours à l'évolution et empêchera le progrès indéfini!

Arrivons maintenant au deuxième point du programme : « L'accession du Syndicalisme à la propriété. » Il résulte des commentaires, qu'il s'agit d'étendre la capacité des Syndicats, qui pourraient posséder des immeubles et faire du commerce. C'est tout simplement les conclusions du rapport fait par Barthou, au nom de la Commission du travail, sur la proposition de Lemire, Dejeante, Millerand et Vaillant (ce qui prouve que ce point du programme propriétaire n'est pas très personnel!)

Constatons tout d'abord que si le parti de Biétry met en tête de son programme l'accession du Syndicat à la propriété, c'est peut-être qu'il a compris enfin qu'il était grotesque de se proposer de faire arriver individuellement les ouvriers à la propriété.

Nous dirons ensuite que, pour notre compte, nous ne sommes pas partisans de cette extension de la capacité des Syndicats. Et cela pour de nombreuses raisons :

D'abord, parce que ce serait de beaucoup aggraver leur responsabilité civile. Cet inconvénient a été très bien mis en valeur, je crois, par Waldeck-Rousseau lui-même, au moment du vote de la loi de 1884.

Ensuite, parce que si jamais les Syndicats arrivaient à posséder des biens importants, la société se retournerait contre eux pour supprimer le danger nouveau d'un véritable bien de main-morte.

Où bien, ce qui est encore plus probable, cette propriété étant livrée à la concurrence, ne pourrait lutter vigoureusement contre la propriété capitaliste et resterait toujours précaire.

De plus, constitués avec les ressources des Syndicats mixtes d'ouvriers et de patrons, formés par Biétry, ces biens n'appartiendront pas, en fait, aux ouvriers. Les capitalistes, là encore, parleront en maîtres.

L'ouvrier soi-disant devenu propriétaire sera véritablement ligoté dans sa corporation, comme les compagnons du moyen âge, qui ne pouvaient ni être congédiés, ni s'en aller à leur gré.

Enfin, et surtout, faire le syndicat propriétaire, ce serait le détourner de son but. Le Syndicat est un organisme de lutte et de défense, dont le rôle est très net : rôle national qui consiste à faire respecter les lois ouvrières déjà obtenues et à en obtenir d'autres.

Rôle local, qui est le plus important : 1° permettre à l'ouvrier de refuser son travail, en le soutenant pendant ce temps à l'aide des cotisations des syndiqués, créer des caisses de chômage pour empêcher les capitulations par la famine; 2° solidariser tous les ouvriers d'une industrie, en sorte que le patron ne puisse plus traiter avec un seul, mais avec tous; remplacer le contrat individuel, qui n'est qu'une caricature de contrat, par le contrat collectif; 3° procurer un bureau de renseignement et des directeurs compétents et expérimentés, capables de se rendre de la situation aussi bien que les patrons eux-mêmes et qui, par là, empêchent les ouvriers de faire des fausses manœuvres.

Devenu propriétaire, le Syndicat ne s'inquiétera plus que d'accroître sa propriété. Il s'efforcera même plutôt de se fermer que de faire des

adeptes. Il deviendra une société de petits patrons exploitant le salariat. Il imitera cette fameuse Coopérative des lunettiers de Paris, qui a cinquante associés et douze cents salariés.

La propriété, ce serait la mort du Syndicat organe de lutte et de défense des salariés contre le patronat!

D'ailleurs, la meilleure preuve que ce programme est mauvais, c'est qu'il est celui de Biétry, dont le but connu est d'assurer le pouvoir du patron dans l'atelier, voire même de l'Eglise dans la société. Pas un prolétaire conscient ne peut tomber dans ces pièges!

Victor MAGE

LA TAXE DU PAIN ET LES CULTIVATEURS

Le Cultivateur Français est une publication hebdomadaire illustrée fournissant des renseignements techniques sur les questions agricoles. A l'encontre des journaux spéciaux qui font de la propagande réactionnaire et capitaliste, sous le couvert de défense des ruraux, cette publication n'a aucune tendance politique et, au point de vue économique, elle est rédigée par des bourgeois.

Un de ses récents numéros nous donne cependant une étude sur la taxe du pain et les cultivateurs qui est la confirmation la plus nette — en même temps que la plus précieuse, parce que non suspecte de socialisme — de ce que nous disons aux paysans dans notre propagande.

Nous reproduisons ci-après une partie de cette étude, dans laquelle l'auteur établit que les conflits qui s'élevèrent fréquemment entre les municipalités et les boulangers au sujet de la taxe du pain, se solutionnent toujours au détriment du producteur et du consommateur.

Les boulangers n'acceptant pas la taxe, provoquent la nomination d'une commission d'arbitrage. Ils choisissent un arbitre, le maire choisit le sien, et le préfet désigne le tiers-arbitre. L'arbitre des boulangers est un minotier; ceux du maire et du préfet sont également des meuniers ou des marchands de grains.

Or, ces commissaires abordent généralement la discussion tout à fait artificiellement et persistent, par une sorte de convention tacite, inexplicable pour les profanes, à circonscrire le débat sur la possibilité ou l'impossibilité qu'il y a de cuire dans un sac de farine, une quantité de pain donnée à un prix déterminé à l'avance.

Généralement, l'arbitre de l'administration coupe la poire en deux et un compromis intervient huit fois sur dix sur le dos des producteurs de blé et des consommateurs de pain.

Une seule partie sort donc triomphante la plupart du temps : la partie minoterie-boulangerie.

Appelons un chat un chat.

Minotiers et boulangers sont syndiqués. Derrière ce syndicat et marchant avec lui, il y a les marchands de grains et, planant au-dessus de ce monde honnissable et bénisseur, la Bourse aux grains, c'est-à-dire la spéculation, c'est-à-dire la fabrique des cours des blés, cours artificiels dont le cultivateur, autant que le mangeur de pain, sera l'éternelle victime!

Marchands de grains et minotiers sont les acheteurs de la production, c'est-à-dire des récoltes.

Or, les uns et les autres sont les tributaires de la Bourse, c'est-à-dire de la spéculation. Ce n'est pas aux cultivateurs à qui ils achètent leurs récoltes, qu'ils demandent leurs prix, c'est aux bulletins quotidiens des cours de la spéculation qu'ils reçoivent de Paris, c'est au cours de la spéculation qu'ils reçoivent encore de leurs Syndicats et ces cours sont toujours inférieurs aux prix qui devraient être payés aux cultivateurs. Ceux-ci sont obligés de passer par la volonté de la spéculation et celle-ci s'entend à merveille pour les exploiter durement. Il n'y a pas, hélas, que les cours officiels des grains; il y a les combinaisons régionales, pires que la spéculation! Il nous est une fois tombé sous la main, par suite d'une erreur de la poste, une circulaire confidentielle qui émanait d'un groupement de marchands de grains et de minotiers.

Cette confidence disait : « Nous avons pu englober la presque totalité de la récolte de

grains du canton de... à un prix extrêmement favorable qui nous assurera un bénéfice de 35 0/0 qui pourra être augmenté, en conservant les quantités non immédiatement à livrer à la manutention. Vous pouvez vous en assurer en comparant nos prix aux cours actuels de la Bourse. Nous attendons vos ordres, d'ici dix jours. »

Est-ce tout? Non.

A cette circulaire confidentielle était joint un cours régional qui mettait le prix des grains au niveau du *ravalement* de 35 0/0 comme étant le prix qu'il fallait imposer aux producteurs. C'est la spéculation à la baisse, le coup que l'on réussit un jour à la Bourse aux grains de Paris.

Muni de ce document, le marchand de grains ou le minotier, qui se confondent l'un dans l'autre, parcourt la campagne et arrache aux malheureux cultivateurs contraints par le besoin, les blés qu'ils avaient la veille refusé à un prix plus rémunérateur.

Voilà la misère actuelle.

Il est donc établi surabondamment que le cultivateur est généralement dans l'impossibilité de faire ses prix, de tirer une rémunération raisonnable de ses récoltes en céréales. Il est, comme il le fut toujours, le prolétaire de la terre; tandis que minotiers et marchands de grains s'enrichissent, il subit les prix des spéculateurs et telle est la force des choses que les pouvoirs publics eux-mêmes s'inclinent devant la spéculation et comme elle fait les prix aux producteurs de blé, elle les fait aux consommateurs de pain.

Il nous souvient à ce propos d'une vigoureuse philippique d'un cultivateur de mérite, qui fut membre du Conseil supérieur de l'agriculture, feu M. Maringe, président du Comice agricole de l'arrondissement de Cosne (Nièvre).

Prononçant son discours devant les cultivateurs assemblés à la distribution des prix du concours agricole, il suivit le blé du moment de sa récolte jusqu'à celui de la consommation sous forme de pain.

Il en montra les vicissitudes, l'abominable coulage, depuis les marchandages, le couteau sur la gorge des paysans, jusqu'au luxe indécemment des boulangeries modernes. Celles-ci, M. Maringe les peignit en pied. « Jadis, dit-il en substance, le boulanger se contentait de sa modeste boutique. Il était *gendre* de père en fils et cuisait le pain de tout le monde, en pain noir ou pain blanc au choix et chacun allait le chercher à la boutique. Aujourd'hui on nous a changé tout cela. Le boulanger est quelqu'un. Sa boutique est un beau magasin. Il a enseigne et réclame, chevaux, voitures et personnel de livraison. Mais qui paie tous ses frais inutiles? Vous, mes pauvres amis, vous qui avez tant de peine à produire le blé, et les citadins qui, par une aberration inexplicable, veulent le pain de plus en plus blanc et... *de plus en plus artificiel*, comme c'est vous encore qui payez les frais d'une minoterie qui a poussé le progrès de son machinisme compliqué jusqu'à produire une substance qui n'a plus de la bonne et saine farine d'autrefois que des ressemblances extérieures. Vos prix rémunérateurs, minoterie et boulangerie vous les enlèvent. Tous les bénéfices sont absorbés par les frais. Payez-les! »

Quelle plus vigoureuse critique du capitalisme pourrait être faite par les éternels mécontents que nous sommes?

PETITS PROFITS CAPITALISTES

La Société des Etablissements Duval (Restaurants parisiens) publie le tableau suivant de ses opérations depuis 1901 :

Exercices	Recettes brutes	Depenses d'exploitation	Bénéfices nets	Dividendes
	(En mille francs)			
1901.....	11.404	10.197	1.207	92 50
1902.....	11.891	10.573	1.318	100 »
1903.....	11.979	10.688	1.291	100 »
1904.....	11.821	10.626	1.195	90 »
1905.....	12.190	10.992	1.197	90 »
1906.....	12.227	11.149	1.078	80 »
1907.....	12.279	11.176	1.102	80 »

Les actionnaires de cette Société ont donc encaissé plus de neuf millions de bénéfices en sept années.

L'Action Sociale

A L'INTÉRIEUR

Le Machinisme

et la Concentration capitaliste dans la Verrerie.

Nous avons signalé le trust européen de la verrerie en bouteilles et le brevet qu'il se propose d'exploiter. Rappelons qu'il s'agit de la machine Owen, qui expropriera les travailleurs de cette catégorie du verre dans la proportion de 90 0/0.

Voici maintenant qu'une nouvelle invention, concernant le verre à vitre, va produire les mêmes résultats dans cette autre branche.

On sait quelle extension avait prise cette industrie depuis quelque temps. Le verre à vitre, la glace dépolie devenant d'un usage de plus en plus fréquent, on aurait pu espérer trouver là une ressource pour les travailleurs du verre en bouteilles. Non seulement cela ne sera pas, mais encore les ouvriers du verre à vitres vont se trouver dans une situation aussi lamentable que leurs collègues, s'il faut en croire une dépêche de Franklin (Etats-Unis), qui annonce le succès d'une nouvelle machine à fabriquer le verre à vitre.

Depuis dix ans, dit cette dépêche, Irving W. Colburn et ses associés travaillent à perfectionner un procédé de fabrication qui déplace non seulement le cueilleur et le souffleur mais encore l'étendeur.

Ils ont déjà dépensé plus de 200.000 dollars, mais le succès, qui semble garanti, les repayera largement plus tard.

Le procédé Colburn semble tout simple.

La composition est jetée dans un bassin d'une capacité de 110 tonnes, 12 tonnes sont fondues chaque vingt-quatre heures. Le verre fondu sort du bassin à la machine où il commence à former une feuille de verre. Elle est étirée sans discontinuer sur toute la largeur de la machine et maintient strictement cette largeur.

La feuille s'élève verticalement pendant cinq pieds, puis sa course change, devient horizontale, passant sur un rouleau fixe et malgré cela le poli de sa surface n'est pas du tout terni, en arrivant au coupage.

Quand on avait procédé aux premières installations, on avait construit un four à étendre à grands frais, mais la machine donnant des résultats meilleurs que ceux espérés, on a supprimé cette étenderie et le verre va maintenant de la machine aux coupeurs directement.

Un des points les plus remarquables est que la machine donne un verre d'une uniforme épaisseur en simple et en double. Le travail est régulier et rapide. En double, il produit 35 pouces à la minute, et en simple 38, la largeur de la feuille étant de 42.

Si l'on considère que la machine fonctionne pendant vingt-quatre heures, on peut se faire une idée de la grande quantité de verre qui peut être produit.

Le verre présente une surface parfaitement polie, plus que la glace. C'est une des raisons pour lesquelles ceux qui voient fonctionner cette machine s'émerveillent.

Jusqu'à présent, l'opérateur avait rencontré dans son verre des lignes, comme des côtes, mais cela provenait de la matière et non de la machine. Cet inconvénient, dit M. Campbell, n'existe plus et M. Colburn le confirme.

M. Colburn a montré de ce verre ainsi fabriqué et qu'il avait placé sur une photographie dans un cadre. C'était, paraît-il, d'une limpidité parfaite.

On déclare que le verre fabriqué avec la machine Colburn ne présente aucune des imperfections qui apparaissent dans le verre produit à la main ou par la machine à souffler. Pas de cloches comme il s'en trouve, pour des causes différentes, avec les deux systèmes de production.

La nouvelle machine est celle qui offrira le plus d'économie de main-d'œuvre et, pour cela, elle se recommandera à tous les fabricants. Pas d'ouvriers de métier, avec elle; plus de cueilleurs, souffleurs, snappers ou étendeurs. Il ne reste plus que des coupeurs.

Il ne faut que trois personnes pour l'actionner, deux pour la machine proprement dite, et une

au coupage qui surveille la feuille au moment où elle sort. En un jour, ces trois ouvriers peuvent être au courant de leur métier et de la machine.

Avec trois hommes et six gamins, a dit M. Campbell, ce qui fait trois équipes, je puis faire plus qu'avec 39 hommes de métier selon l'ancien procédé.

Pour le moment, cette usine travaille vingt-quatre heures avec trois équipes huit heures. Deux coupeurs sont occupés, mais ils sont insuffisants pour suivre. On va ajouter d'autres tables. Une grande quantité de dimensions sont prêtes, en caisses, attendant l'expédition.

Le procédé est couvert par de nombreuses patentes, non seulement en Amérique, mais en Angleterre, France, Allemagne, Belgique, Autriche-Hongrie, Russie, Norvège, Suède, Espagne, Italie, Canada, Mexique, Japon, Suisse, Australie, etc.

Si cette machine donne les résultats annoncés par cette dépêche, les ouvriers verriers devront bientôt chercher un nouveau métier, chose assez difficile pour ceux qui sont un peu âgés.

Le seul remède logique à une telle situation, c'est le Socialisme.

Le Congrès des Ouvriers des Tabacs.

Le Congrès qui s'est tenu la semaine dernière a pris des décisions au nom de dix mille syndiqués représentés par 83 délégués.

On a décidé de réclamer l'adoption du régime de la semaine anglaise (54 heures de travail) dans toutes les manufactures de l'Etat.

Au sujet des pensions de retraites, le Congrès a émis le vœu que la veuve bénéficie de la pension de 200 francs après deux ans de mariage, au lieu de six ans de mariage avant le décès du mari qui sont exigés maintenant.

Il a demandé que l'indemnité de maladie, égale pour tous, soit fixée ainsi qu'il suit :

Dans la Seine : Hommes, 2 fr. 50; femmes, 1 fr. 90.

En province : Hommes, 2 fr. 50; femmes, 1 fr. 50. Sur les congés et le travail du dimanche, les solutions suivantes ont été adoptées :

1° Autorisation d'absence et de permission pour affaire syndicale ;

2° Les périodes des inventaires seront intégralement comptées dans le décompte de l'ancienneté ;

3° Les heures supplémentaires et le travail du dimanche ne figureront pas dans le décompte de l'ancienneté ;

4° L'ouvrier malade ne pourra être remplacé dans son propre poste avant deux ans de maladie, de même pour celui qui devra soigner ses parents ;

5° Le temps nécessaire à la titularisation dans un nouveau poste sera porté à quatre mois au lieu d'un mois.

Le Congrès a, en outre, voté diverses motions concernant l'ancienneté, le règlement des ouvriers du cadre technique, la question de l'apprentissage, le monopole des tabacs en Tunisie, les magasins de feuilles de transit, le relèvement des salaires par suite de la cherté de la vie.

Il a, enfin, demandé l'annulation d'un article 51 bis du règlement de la Chambre des Députés, par un vœu qui contient une répudiation implicite de l'action directe et dont voici le texte :

« Considérant que cet article du règlement de la Chambre des Députés ne permet plus d'espérer des améliorations par la voie parlementaire et laisse les ouvrières et ouvriers des Tabacs sous l'arbitraire du Ministre des Finances, en les incitant à l'action directe et à la grève ;

« Invite les sections à faire des démarches près des députés de leur département, à l'effet de faire supprimer cet article. »

A la Chambre.

La majorité a voté le principe de l'impôt sur la Rente française. Celle-ci a baissé sensiblement, ce qui permettra une belle prise pour les bourgeois.

La discussion du projet Caillaux se poursuit sans soulever aucune émotion dans la classe ouvrière qui n'ignore point que la Chambre propose et que le Sénat dispose.

Le projet Carlier.

Quelques journaux ont annoncé — bien timidement — que sur la réclamation du groupe du Parti au Parlement, la Commission compétente

allait discuter le projet que les lecteurs du *Socialisme* connaissent et qui tend à organiser le monopole des assurances pour en affecter le produit aux retraites ouvrières.

Il faut que tous nos amis se procurent la brochure que nous venons d'éditer à ce sujet et l'utilisent pour la propagande socialiste.

Dans le Bâtiment.

Le camarade G. Duchêne tient à faire savoir, dans la *Voix du Peuple*, que — seul ou presque seul — il a fait des réserves au Congrès national du Bâtiment, tenu à Saint-Étienne, relativement à la motion adoptée par le Congrès et qui tend à inviter la C. G. T. à adhérer au Secrétariat International des Syndicats ouvriers.

Le camarade en question souligne, mieux que nous avons pu le faire, la portée du vote émis à ce sujet. Il déclare que, quant à lui, il est resté fidèle à l'esprit dans lequel le Congrès d'Amiens avait couvert de son approbation le refus du Comité confédéral de participer à la Conférence Internationale des Syndicats. Cela prouve que le camarade ayant été seul, ou presque seul, de son avis, la majorité — la quasi unanimité — des délégués du Bâtiment ont compris que, dans cette affaire, comme du reste dans celle de l'adhésion des mineurs à la C. G. T., les blessures d'amour-propre infligées à quelques-uns ne sauraient être ressenties par tous de telle façon qu'on puisse s'en autoriser pour manquer au premier et au plus impérieux des devoirs : l'Unité syndicale nationale et l'Unité syndicale internationale.

A L'EXTÉRIEUR

Constitution d'un Syndicat

des exportateurs allemands

Il vient de se constituer à Hambourg un Syndicat des exportateurs allemands (*Verband deutscher Exporteure*) ; ce Syndicat comprend l'Union des exportateurs de Hambourg, l'Union des exportateurs de la Saxe et de la Thuringe, l'Union des maisons d'exportation de la Bavière, de Francfort-sur-le-Mein et des environs, de la région rhénan-westphalienne et l'Union des exportateurs de Barnem. Il est question d'étendre la nouvelle organisation à l'Allemagne du Sud-Ouest. Le Syndicat réunit six cents firmes et on estime que ses ventes à l'étranger dépasseront de beaucoup 1 million de marks. Il se propose, avant tout, d'amener une entente entre le commerce et l'industrie pour la conquête des marchés étrangers.

N'est-ce pas là une des formes de la concentration capitaliste et comment pourront lutter les exportateurs qui ne se seront pas soumis à la « tyrannie syndicale », pour parler le langage cher aux bourgeois.

Il n'y a pas de raison pour qu'ils ne se constituent.

Production de la houille en Espagne

Nous avons déjà démontré que, contrairement aux affirmations mensongères de la classe capitaliste en lutte contre la diminution des heures de travail dans les mines, la production houillère avait augmenté en France.

Le même phénomène s'est aussi accompli en Espagne. En voici la preuve, qui constitue un nouveau démenti au pessimisme de commande des plumitifs bourgeois :

La production de la houille, qui était en 1906 de 3.095.043 tonnes, s'est élevée à 3.541.337 en 1907.

La production de l'antracite a passé de 113.747 tonnes en 1906 à 164.498 en 1907.

La production de lignite a été de 190.000 tonnes un peu plus élevée qu'en 1907.

Elections en Serbie

Les élections de dimanche dernier pour la Skoupehtina ont donné les résultats suivants : 81 gouvernementaux, 46 radicaux, 16 nationalistes, 8 progressistes, 1 socialiste.

La Presse Socialiste

Sous la signature de « Georges », on lit dans l'*Echo Soissonnais* :

Tout d'abord — nous l'avons dit et redit précédemment — les socialistes essentiellement réformateurs ne peuvent s'allier avec les bourgeois, modérés ou avancés, puisqu'ils combattent toute la Bourgeoisie. Pendant assez longtemps, des membres de cette bourgeoisie ont pu se targuer de certains avantages obtenus avec la fameuse discipline républicaine, qui voulait que les socialistes donnassent leurs voix au candidat républicain réunissant le plus de suffrages. C'était le bon temps où le spectre clérical hantait les esprits, où il suffisait au franc-maçon de porter l'étiquette ou plutôt la marque de fabrique de sa loge, pour grouper autour de sa candidature tous les gogos politiques qui, de bonne foi, croyait sauver la République en conspuant un curé.

Mais le fantôme du cléricalisme disparaît à l'horizon et le prolétariat — le dindon de la farce — exige autre chose que des débris de soutane ou de cornettes.

René Cabannes écrit dans *La Cité* :

Imposants en matière sociale, les radicaux peuvent réconcilier, tout en sauvegardant leur vie autonome, les classes en présence, éviter la Révolution. Misère d'idées, misère de but. Les Clemenceau et les flics seront brisés par les événements.

En effet, qu'une machine surgisse dans un chantier, supprimant par son fonctionnement les existences ouvrières, les lois sociales des radicaux ne pourront rien contre les lois fatales de la concurrence.

Qu'un magasin capitaliste s'édifie dans une cité, les mesures protectionnistes et nationales des bourgeois républicains seront impuissantes à empêcher la disparition des petites boutiques et de leurs détenteurs. C'est donc la volonté aveugle des faits qui pousse les volontés vers l'ordre collectiviste.

A propos de camarades, élus de les R. P. et qui réclament une place d'adjoint pour les socialistes, Claude Résal écrit dans le *Socialiste des Pyrénées Orientales* :

Il ne faut pas oublier que si nous devons prétendre au droit d'être représentés dans le sein d'une assemblée par le fait seul que nous existons comme parti et d'y faire entendre notre voix, nous ne devons pas, minorité, prétendre à l'Administration laquelle, à mon sens, appartient à la majorité seule. L'exception à cette règle ne peut être qu'anormale et suspecte.

Jules Uhry écrit logiquement dans l'*Ouvrier Vosgien* :

En prêchant l'abstention, en encourageant les travailleurs à rester chez eux, les anarchistes ont travaillé pour M. Clemenceau. Les bourgeois ont voté en masse, conservateurs, nationalistes radicaux ont eu leurs voix ; le Parti Socialiste, lui, n'a pas eu tout ce qu'il pouvait espérer ; si tous les ouvriers avaient voté, ils pouvaient envoyer quelques-uns des vieux dans l'hôtel de ville, tout au moins imposer par sa force numérique des conditions à ceux qui auraient eu besoin de lui. Il n'a pu le faire, et c'est ainsi que, consciemment ou inconsciemment, les anarchistes abstentionnistes ont travaillé contre le prolétariat. Et qu'on ne vienne point dire qu'en agissant ainsi, les abstentionnistes se sont conformés à la doctrine syndicaliste, c'est inexact. Tous les syndicalistes ont, au contraire, dans toute la France (?), encouragé, parfois ouvertement, parfois hautement, les candidats socialistes.

Dans une interview publiée par l'*Avanti*, et que son correspondant a eu avec Tonello, de la Fédération nationale des Travailleurs de la terre, ce camarade s'exprime ainsi sur la Grève générale qui a éclaté dans le Colornese :

Je n'ai pas foi dans la cohésion du prolétariat. Le conflit me paraît impossible. Il y a disproportion entre sa gravité et les causes qui l'ont déterminé. Pour l'avantage problématique d'une quarantaine de ces libres travailleurs, l'*Agraria* a sur les épaules une grève nouvelle et devra

compter avec environ cinq mille travailleurs solidement organisés. Je crois encore — conclut amèrement le camarade Fonello — qu'en ce moment les propagandistes les plus efficaces de la Grève générale, continue et intermittente, de la grève sans trêve et sans quartier, sont les propriétaires de l'*Agraria* (syndicat patronal) et ceux de Coloru, malgré leur attitude en apparence conciliatrice.

De Paul Faure, dans le *Travailleur du Périgord*, à propos des élections dernières :

Peut-être cependant eussions-nous pu malgré tout réaliser des progrès plus considérables et obtenir des résultats plus positifs. Il eût fallu une attitude plus franche et moins équivoque en face de certaines fantaisies. Faire semblant de ne pas comprendre quand des hommes viennent dire aux ouvriers de se désintéresser de toute action politique et électorale et que seuls l'action directe et un syndicalisme particulier résoudre le problème ; ne pas entendre ou bien philosopher sur les théories antipatriotiques et l'organisation de l'insurrection et de la désertion le jour d'une déclaration de guerre : cela a pu sourire aux cerveaux larges et puissants, habitués et dressés à tous les jeux et à toutes les roueries des controverses brillantes.

Ceux d'entre nous qui ont voulu, en signalant le danger qu'il y avait à laisser ainsi s'obscurcir la pensée socialiste, éviter le désarroi et la discorde, qui préparent toujours le découragement et la lassitude, ont été et son parfois encore, hélas ! bafoués et traités de sectaires, voire même de « politiciens ».

EN VENTE

AUX BUREAUX DU "SOCIALISME"

15, Rue Visconti, 15

Les Retraites Ouvrières et Paysannes

par le Monopole des Assurances

(Une brochure à 10 centimes)

contenant l'étude-préface de Charles Dumas, l'exposé de motifs et le projet de loi de Vincent Carlier, député des Bouches-du-Rhône.

Vente en gros : 6 francs le cent franco de port, contre mandat-poste adressé à l'Administration du *Socialisme*.

Pour paraître prochainement :

La même brochure, complétée par l'étude des bilans des Compagnies d'assurances et du revenu du monopole.

Prix : 40 centimes.

Vente en gros à 30 francs le cent.

Voici la conclusion d'un article dans lequel nos camarades socialistes du *Peuple*, de Bruxelles, examinent leur situation au lendemain de leur succès électoral :

Le Parti ouvrier n'a qu'à attendre les événements. Il se trouve en excellente posture, singulièrement renforcé au Parlement et au dehors. Il gagne cinq sièges. Il ramène à la Chambre tous ses députés sortants et y fait pénétrer cinq nouveaux camarades dont la haute valeur est de nature à renforcer singulièrement l'autorité du groupe socialiste. Il augmente partout le nombre de ses voix dans une proportion considérable et surtout dans les grands arrondissements industriels où la lutte s'engageait dans des conditions d'une particulière netteté.

Nous gagnons 10,000 voix à Mons, 11,000 à Charleroi, 14,000 à Liège. Soit en moyenne 18 0/0 ! Le grand réveil ouvrier qui a depuis quelques années si merveilleusement renforcé nos organisations syndicales, se manifeste maintenant sur le terrain politique. Le prolétariat, un instant dérouter par l'échec de 1902, s'est ressaisi, il a repris sa marche en avant, la marée rouge monte à nouveau et commence à submerger les institutions bourgeoises. Voilà le grand fait dont les partis bourgeois seront bien obligés de tenir compte. Ils se trouvent maintenant devant un socialisme conquérant dont personne ne pourra plus ni méconnaître la puissance ni dédaigner les revendications.

Et maintenant, à l'ouvrage, préparons les élections de 1910 et de 1912. Si nous savons renforcer encore l'organisation ouvrière, si nous savons affirmer notre idéal avec encore plus de netteté, de nouveaux triomphes ne peuvent manquer de nous attendre.

La Coopération du Livre

ASSOCIATION OUVRIÈRE D'IMPRIMERIE

3, Impasse Crozatier, 3 — PARIS-XII

CATALOGUES, JOURNAUX, REVUES
PUBLICATIONS PÉRIODIQUES, etc.

HORLOGERIE

L. DUBOIS Fils

20, Rue de Rivoli — PARIS

Chronomètre "TORPILLEUR"

(Marque déposée) RÉGLAGE de haute précision

Donnant un écart maximum de 4' par mois

CHRONOMÈTRES :

Nickel, 36 fr. Acier, 40 fr. Argent, 48 fr. Or, 190 fr.

MONTRES :

Nickel, 30 fr. Acier, 32 fr. Argent, 42 fr. Or, 150 fr.

Envoi franco aux abonnés du *Socialisme*

Grand Choix d'Alliances en Or — Orfèvrerie

Réargenture — Pendules — Réveils — Cartels

L'Horlogerie est garantie 4 ans

LES VIGNERONS LIBRES, Coopération paysanne de Production

Siège social et Cave collective de Vinification : MARAUSSAN

Vente vinicole directe par 297 producteurs co-associés

Opérations réalisées depuis 1902 : Hectolitres vendus : 183.438.

Montant des Affaires : Quatre millions 340.567 francs

Les vins rouges, blancs ou rosés de la vaillante commune socialiste de MARAUSSAN ont acquis dans tous les milieux de consommation une légitime et grandissante réputation.

A qualité égale, leurs prix défient toute concurrence.

Pour renseignements ou échantillon, écrire soit au citoyen E. CATHALA, agent commercial des V.L. : 19, rue de l'Embarcadère, Charenton (Seine), soit au Siège social, Maraussan (Hérault).

Pour avoir du **Café Délicieux**, commander à **M. CAMUS, 83, rue de Rambuteau, Paris**, qui envoie dans toute la France, franco port et emballage, contre mandat-poste, par colis-postaux de 2 k. 500 et 4 k. 500, un mélange Bourbon, Martinique, Moka et Salem, pour 12 fr. 50 les 2 k. 500, soit 2 fr. 50 le 1/2 kilo et 21 fr. 60 les 4 k. 500, soit 2 fr. 40 le 1/2 kil. Divisions en paquet de 250 et 500 grammes suivant la demande.

Bonification de 10 0/0 sur les prix ci-dessus en prenant ce café au magasin.
83, rue de Rambuteau, et en présentant une bande d'abonné du "Socialisme"

Le Gérant : MERCY.



La Coopération du Livre (Association Ouvrière d'Imprimerie), 3, Impasse Crozatier, Paris-XII
Administrateur-Délégué : L. MIOT.